
M.E.S., Numéro 128, mai - juin 2023

<https://www.mesrids.org>

Dépôt légal : MR 3.02103.57117

N°ISSN (en ligne) : 2790-3109

N°ISSN (impr.) : 2790-3095

Mise en ligne le 30 mai 2023



Revue Internationale des Dynamiques Sociales

Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, mai - juin 2023

**POLITIQUES PUBLIQUES D'INSPIRATION EXOGÈNE ET
AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE VIE DE LA
POPULATION EN RD. CONGO :**
Synthèse des résultats du terrain

par

Séraphin BAHARANYI NACIYIMBA

*Chef de Travaux et Doctorant en Sociologie
Université de Kinshasa*

Résumé

Les performances macroéconomiques enregistrées par le pays au cours des quinze dernières années n'ont pas suffi pour améliorer les indicateurs de gouvernance, de développement humain et résilience. Pour lutter contre la pauvreté, la RDC bénéficie depuis plusieurs décennies de l'appui des partenaires techniques et financiers, comme les institutions du Bretton Woods.

L'objectif de cette étude est de savoir si l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques orientées par les institutions de Bretton Woods permettent d'améliorer la situation sociale de la population Congolaise. Elle restitue les premiers résultats épistémiques obtenus à l'issue d'une enquête transversale avec des méthodes mixtes (quanti-qualitative) menée auprès des trois catégories ciblées dans six provinces de la RDC. Les perceptions négatives des populations Congolaises sur l'implication des Institutions de Bretton Woods et, par ricochet, des autres partenaires internationaux ont été relevées.

Mots-clés : *Institutions de Bretton Woods, Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Politiques publiques.*

Abstract

The macroeconomic performance recorded by the country over the past fifteen years has not been sufficient to improve the indicators of governance, human development and resilience. To fight against poverty, the DRC has benefited for several decades from the support of technical and financial partners, such as the Bretton Woods institutions.

The objective of this study is to know if the development and implementation of public policies guided by the Bretton Woods institutions can improve the social situation of the Congolese population. It presents the first epistemic results obtained at the end of a cross-sectional survey with mixed methods (quantitative-qualitative) conducted among the three targeted categories in six provinces of the DRC. The negative perceptions of the Congolese populations on the involvement of the Bretton Woods Institutions and, by extension, other international partners have been noted.

Keywords : *Bretton Woods Institutions, World Bank, International Monetary Fund, Public policies.*

INTRODUCTION

La situation d'extrême pauvreté de la grande majorité de la population congolaise fait que la République Démocratique du Congo a le produit intérieur brut (PIB) par habitant parmi les plus bas au monde. Cette situation est établie par plusieurs expertises, rapports internationaux, etc. A ce jour, ce pays est onzième au classement des pays les plus pauvres de la planète¹ (Banque mondiale/RDC...). Cet état de chose est curieusement aux antipodes de l'existence, sur son territoire, d'immenses ressources naturelles et humaines

¹ Banque mondiale, Rapport 2022 <https://donnees.banquemondiale.org/region/pays-les-moins-avances-classement-de-lonu>

stratégiques. Avec un PIB/habitant de 301,5\$², une pauvreté multidimensionnelle de 74%³ et un IDH en dessous de 0.5 (soit 0.48)⁴, la RDC est loin d'atteindre le dividende démographique et de devenir le pays émergent en 2050⁵.

Pour mémoire, la lutte contre l'hyper inflation, liée à l'instabilité politique, sociale et économique, de la décennie 1990, a conduit le pays à élaborer en 2001, une stratégie intérimaire de lutte contre la pauvreté avec l'appui des partenaires techniques et financiers, comme le Fonds Monétaire International (FMI), la Banque Mondiale (BM), la Banque Africaine de Développement (BAD), le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), l'Union Européenne, etc. A la faveur de l'élaboration de cette stratégie de lutte contre la pauvreté, la RDC fut admise au bénéfice des avantages prévus dans le cadre de l'initiative renforcée en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (I-PPTE). Fort des performances accomplies dans le cadre de ce programme triennal, le pays a d'abord accédé au point de décision de l'I-PPTE renforcé et bénéficié des allègements de service de la dette publique variant de 60% à 80% et où il a obtenu l'annulation d'environ 80% du stock de la dette publique⁶. Mais l'annulation de la dette ne s'est pas fait sentir dans le quotidien de la population.

C'est en 2010, que les conseils d'Administration de la BM et du FMI ont approuvé un allègement irrévocable de la dette en faveur de la RDC au titre de l'initiative renforcée en faveur des PPTE. Pour y parvenir, la RDC réalisa tous les sept déclencheurs convenus avec les autorités lors de l'atteinte du point de décision⁷. Tous (ces éléments ont conduit à l'ouverture de la fenêtre du premier dividende démographique contribuant ainsi à la croissance économique de la structure par âge sur la consommation et le revenu par équivalent adulte, au taux de consommation et de la production par travailleur.

Depuis près de quatre ans, la RDC a renoué avec les institutions de Bretton Woods, mais la situation sociale de la population peine à s'améliorer. Les performances macroéconomiques enregistrées par le pays au cours des quinze dernières années n'ont pas suffi pour améliorer les indicateurs de gouvernance⁸, de développement humain et résilience⁹. La prédominance du secteur informel¹⁰ et une économie essentiellement agricole et minière limitent les possibilités de créations d'emplois décents pour les jeunes et les femmes. La baisse (-42%) de la part du secteur agricole dans le Produit Intérieur Brut

² Banque centrale Congolaise, 2018

³ RDC, Ministère du Plan, 2021 : Rapport – Pays du Profil sur le dividende démographique, 2022. Appui Technique et Financier de la BAD et l'UNFP.

⁴ PNUD, Rapport national d'évaluation de l'état de mise en œuvre du programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2011-2020 en République Démocratique du Congo, Kinshasa, décembre 2019.

⁵ Ministère du Plan, *Plan National Stratégique de Développement 2019-2023*, Kinshasa, 2020.

⁶ République démocratique du Congo, Rapport annuel des résultats 2022, Mars 2022.

⁷ Les 7 déclencheurs du point d'achèvement :

- L'achèvement de l'élaboration d'une stratégie complète de réduction de la Pauvreté, sur la base d'une approche participative, et la mise en œuvre de cette stratégie pour une période d'un an ;
- Le maintien continu de la stabilité macroéconomique, appuyé par la facilité élargie des crédits du fonds monétaire international
- L'utilisation des économies budgétaires réalisées à la faveur de l'allègement de dette au titre de l'Initiative PPTE renforcée
- Le renforcement de la gestion des dépenses publiques
- L'amélioration de la gouvernance et de la prestation de services dans les secteurs prioritaires
- L'adoption de stratégies de développement sectorielles satisfaisantes, assorties de plans de mises en œuvre pour le secteur de la santé, de l'éducation et du développement rural
- L'amélioration des systèmes et stratégies de gestion de la dette.

⁸ Présidence de la République, *Programme présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités*, Document de programme, RDC, 2022

⁹ PNUD, *Rapport national d'évaluation de l'état de mise en œuvre du programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2011-2020 en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, décembre 2019.

¹⁰ Institut National de la Statistique, *Résultats de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages 2012*, Septembre 2014.

(PIB) sur la période 2000-2016 pose l'enjeu de la qualité des conditions de vie des populations rurales et périurbaines, notamment les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Le chômage touche particulièrement les jeunes de 15 à 35 ans (15,5%)¹¹.

Par ailleurs, une gouvernance publique inadaptée, un déficit d'accès aux services sociaux de base, et une croissance économique non inclusive constituent les principaux obstacles structurels à la dynamique de développement socio-économique de la RDC. Avec une situation sécuritaire délétère caractérisée par des guerres et des groupes armés dans la partie Est et centrale du pays, les actions économiques qui avaient essayé de se relever semblent baisser, car les efforts consentis semblent plus orientés à la sécurité nationale malgré l'intervention des troupes de la Monusco qui ont fait plus de 20 ans en RDC. Bien au-delà de cette situation, le soutien des institutions du Bretton Wood à travers multiples projets de développement ne permet pas de satisfaire substantiellement les besoins de la population. C'est sur ce principal constat que plus d'un chercheur en sciences sociales et humaines établit, en face de la situation que connaît la RDC au plan développement.

L'objet de cette étude est de présenter les premiers résultats épistémiques obtenus à l'issue d'une enquête transversale avec des méthodes mixtes (quanti-qualitative) menée auprès des trois catégories cibles dans six provinces de la RDC sur l'implication des institutions financières dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques comme instrument de l'amélioration des conditions de vie de la population Congolaise. Cette enquête a, en clair, consisté à percevoir le niveau de connaissance de l'implication des institutions des Bretton Wood dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques en RDC, percevoir les opinions des populations Congolaises sur l'apport de ces institutions dans l'amélioration de leurs conditions de vie, identifier les barrières liées à la mise en œuvre des politiques publiques inspirées par les institutions de Bretton Woods, voir si l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en RDC devraient continuer à s'inspirer de l'orientation desdites institutions et proposer les pistes nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de la population congolaise.

La question majeure est celle de savoir si la mise en œuvre des politiques publiques telle qu'orientée par les institutions de Bretton Woods permet-elle d'améliorer la situation sociale de la population Congolaise. Pour y parvenir, cet exercice discursif gravite autour de trois points majeurs. Le premier retrace la démarche méthodologique empruntée, le deuxième présente la synthèse des premiers résultats, le troisième, enfin, tente une première discussion des résultats. Tous ces points sont, par ailleurs, encadrés par une introduction et une conclusion.

I. MATERIEL ET METHODOLOGIE

Ce premier point rappelle le milieu d'étude, l'échantillonnage, la collecte des données, les variables de l'étude et les méthodes d'analyse utilisées.

Le milieu de l'étude et univers de l'enquête

Six (6) provinces de la RDC ont été exploitées comme champ d'investigation de l'étude. Il s'agit de la province du haut-Katanga, de Kinshasa, du Kongo-central, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de la Tshopo. Dans ces provinces, l'univers précis des enquêtés a été constitué des milieux universitaires, des fonctionnaires (fonction publique et/ou services publics) et des organisations de la société civile.

Très précisément, l'univers de l'étude a été constitué des établissements d'enseignement supérieur et universitaire implantés dans les différents sites retenus, des administrations et services publics et des membres des organisations de la société civile.

¹¹ Idem

L'enquête quantitative qui concernait 700 personnes a été menée auprès de 760 personnes, soit un surplus de 60 personnes pour le site de Lubumbashi.

Type d'étude

L'enquête au niveau des universités a été transversale avec des méthodes mixtes (quanti-qualitative) réalisées auprès des étudiants finalistes du premier et du deuxième cycles en Sciences sociales, sciences de développement et sciences de la communication et de l'information des universités et instituts supérieurs sélectionnés dans les différents sites de l'étude. Cette recherche a recouru à deux techniques : la technique de sondage en grappes à trois degrés et la méthode semi directive par focus group. Au niveau des administrations publiques et de la société civile, la sélectivité de l'échantillon a été tributaire de la méthode du volontariat. Pour une meilleure représentativité des unités, l'on a sélectionné 40% des filles contre 60% pour les garçons. Les critères d'inclusion à l'enquête ont été dévoilés dans un premier article¹² publié sur la méthodologie concernant la même enquête.

Echantillonnage

De par la complexité de cette étude, un tirage par choix raisonné a été opéré tant au niveau du nombre des provinces/villes sous étude que des unités précises de l'enquête (administrations et/ou services publics, ESU et membres des organisations de la société civile).

Au niveau des universités :

- Au premier niveau, sur base d'une liste des universités et instituts supérieurs implantés dans les sites organisant les filières des sciences sociales, de sciences de gestion et des sciences l'informatique ; par sondage aléatoire simple, il a tiré six universités.
- Au deuxième degré, à l'intérieur de chaque faculté, à l'aide de la méthode du volontariat, il a été retenu 10 étudiants dont quatre filles et six garçons.
- Au troisième niveau, tous les étudiants sélectionnés ont été interviewés.

Au niveau des administrations et/ou services publics :

- Au premier, niveau il a été retenu quatre administrations publiques : l'économie, l'agriculture, l'enseignement et les statistiques.
- Au deuxième niveau, tenant compte des personnes présentes au service, il a été retenu dix personnes dont six hommes et quatre femmes. Toutes les personnes échantillonnées dans le service ont été interviewées.

Au niveau des villes :

Six villes ont été retenues sur base de leur emplacement et de la proportion des administrations et/ou services publics, des universités et des organisations de la société civile, tels que présentés dans le tableau ci-après.

Tableau 1. Constitution de l'échantillon

	Univ1	Univ2	Univ3	Univ4	Univ5	Univ6	AP1	AP2	Soc1	Soc2	Total
Kinshasa	20	20	20	20	20	20	20	20	20	20	200
Kongo Central	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	100
Katanga	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	100

¹² S. BAHARANYI NACIYIMBA, « Politiques publiques d'inspiration exogène et améliorations des conditions de vie de la population en RDC : Expériences du terrain et stratégie de vérification des hypothèses », In *Mouvements et Enjeux sociaux*, n°127, Mars-Avril 2023, pp.99-112.

Nord Kivu	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	100
Sud Kivu	10	10	10	10	5	10	10	10	10	10	100
Tshopo	10	10	10	10	10	10	10	10	10	10	100
Total											700

En sus, les établissements de l'enseignement supérieur et universitaire et les administrations et/ou services publics définis, sur base de la liste établie sont repris dans le tableau ci-dessous.

Tableau 2. Structures retenues

Provinces	Nombre total des Universités et instituts supérieurs	Nombre total d'entreprises publiques	Etablissements de l'ESU retenus (Tout au moins 6 établissements)	Nombre des services publics retenus (Tout au moins 2 établissements)	Nombre des structures de la société civile retenues (Tout au plus 2 structures de la société civile)
Kinshasa	77	23896	UNIKIN, UPN, UCC, ULK, UPC,	INS, DGI	ENSEIGNANTS, ONGD
Lubumbashi/ Haut Katanga	50	9851	UNILU, UNH, PLU, UBC, UPL, ISP,	DIV AGRICULTURE, DIV FINANCES / FP	OCE ASBL, IDD ASBL
Kisangani/ Tshopo	33	10625	UNIKIS, ISC, ULK, UMC, ISP,	DGDA, INS	AVOCATS, ONGD, ENSEIGNANTS,
Bukavu/ Sud Kivu	69	5700	ISDR, UOB, ISP, UCB, UEA, ULGL,	DGI, FP, MIN.TRANSPORT, DP HABITAT	Droit de l'homme, ordre des avocats
Goma/ Nord Kivu	153	13185	ISC, UNIGOM, ISIG, ULPGL, UEC, UNIKIVU	DGI, DGRAD, BANQUE, CNSS	COMMERCANT, PROTECTION
Matadi/ Kongo Central	59	4350	ISIPA, ISC, CEPROMAD, ISTM, ISP, UNIMAT	INS, OCC	AVOCATS, ENSEIGNANTS, MEDECINS
Total	441	67607	36		

Méthodes d'analyse utilisées

Les méthodes d'analyses utilisées dans cette recherche sont de deux ordres. Il s'agit des analyses univariées et bi variées avec test différentiel de contingence de chi carré.

La méthode univariée par tri à plat consiste à déterminer comment les observations se répartissent sur les différentes modalités que peut prendre une variable à modalités discrètes. Le résultat de cette opération est donc un simple tableau de fréquences. Ce tableau peut faire apparaître simplement le nombre d'individus dans chaque modalité, la fréquence d'individus par modalité, ou le pourcentage.

Les analyses uni-variées à tri plat ont permis dans cette recherche de décrire et d'identifier la population cible selon les sites de l'étude et les raisons ayant milité à la perception des actions des institutions de Bretton Woods.

L'analyse bi variée a permis d'étudier les variables prises en couple, via des techniques descriptives ou probabilistes. L'objectif de ces méthodes est la mise en évidence d'un lien ou d'une absence de lien entre deux variables.

Dans le cas d'espèce, les analyses bi variées ont permis, d'une part, de décrire l'échantillon en mesurant les relations entre chaque variable explicative et chacune des

variables dépendantes et, d'autre part, de détecter les variables indépendantes fortement associées entre elles afin d'éviter les problèmes de colinéarité. Toutes les variables sélectionnées pour l'analyse étant des variables catégorielles, la statistique du Khi carré (Khi-deux de Pearson) s'est avérée la mieux indiquée quant à ce. Ce test a permis de vérifier l'indépendance entre les variables liées à la perception des enquêtés et les caractéristiques liées au site de l'étude. Il a été obtenu selon la formule suivante¹³:

$$\chi^2 = \sum_{n=1}^{\infty} \frac{(O-A)^2}{A}$$

O représente les effectifs (fréquences) observés et A, représente les effectifs (fréquences) attendus.

Chi carré est un test statistique conçu pour déterminer si la différence entre deux distributions de fréquences est attribuable à l'erreur d'échantillonnage ou est suffisamment grande pour être statistiquement significative (...). Si la différence entre les deux distributions est réduite, l'hypothèse nulle sera acceptée. Si la différence est grande, l'hypothèse nulle sera rejetée et on parlera d'une différence statistiquement significative parce que l'écart entre les deux distributions est trop important pour être expliqué par le hasard seulement¹⁴.

En rapport avec cette recherche, l'analyse Bivariée a permis de connaître les différentes caractéristiques qui déterminent la perception des enquêtés. Pour savoir s'il existe une relation entre ces caractéristiques à celles liées à la perception faite, le test de χ^2 a été nécessaire. La règle de décision utilisée est la suivante :

Au seuil de signification $\leq 0,05$ ou $\leq 5\%$, χ^2 observé (calculé) $>$ χ^2 critique, on rejette l'hypothèse nulle (H_0) et l'on atteste qu'il existe bel et bien une relation significative entre le site de l'étude et la perception faite.

Si au même seuil, χ^2 observé $>$ au χ^2 Critique, on accepte l'hypothèse nulle (H_0) et on conclut qu'il n'existe aucune différence entre les caractéristiques liées au site de l'étude et la perception faite par les enquêtés.

II. SYNTHÈSE DES PREMIERS RESULTATS

2.1. Identification de la population cible

Identification de la population selon les institutions enquêtées

Le tableau ci-dessous présente la proportion des institutions enquêtées.

Tableau 3 : Institutions enquêtées

Institutions enquêtées	Effectifs	Pourcentage
Entreprise publique	75	9,9
ESU	480	63,2
Fonction Publique	66	8,7
Société civile	139	18,3
Total	760	100,0

Les données contenues dans ce tableau indiquent que 63,2% des enquêtés interrogés sont des établissements d'enseignement supérieur et universitaire, suivi de 18,3% de ceux des organisations de la société civile, contre 19% d'agents et fonctionnaires de l'Etat.

Identification des villes enquêtées

Comme on peut le constater dans le tableau ci-dessous, la proportion des enquêtés dans toutes les villes retenues est identique, à l'exception de la Ville de Kinshasa qui en compte le double. Ceci est lié à sa position stratégique comme ville province et capitale de

¹³ D. C. Howell, *Méthodes statistiques en sciences humaines*, Bruxelles, De Boeck; 2e édition, 2008.

¹⁴ Lire D. C. Howell, Ibid. ; Godelieve Masuy-Stroobant & Rafael Costa (dir.), *Analyser les données en sciences sociales : de la préparation des données à l'analyse multivariée*, Bruxelles etc. : P.I.E. P. Lang, 2013.

la RDC, qui compte en son sein, une multitude d'universités tant publiques que privées, des administrations et/ services publics et des organisations de la société civile.

Tableau 4 : Sites de l'enquête

Villes enquêtées	Effectifs	Pourcentage
Bukavu	100	13,2
Goma	100	13,2
Kinshasa	200	26,3
Kisangani	100	13,2
Lubumbashi	160	21,1
Matadi	100	13,2
Total	760	100,0

2.2. Des questions d'enquête proprement dite

Comme nous le notions précédemment, l'objectif de cette enquête a été, entre autre de percevoir le niveau de connaissance de l'implication des institutions des Breton Wood dans le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques en RDC, percevoir les opinions des populations Congolaises sur l'apport de ces institutions dans l'amélioration de leurs conditions de vie, identifier les barrières liées à la mise en œuvre des politiques publiques inspirées par les institutions de Bretton Woods, voir si l'élaboration et la mise en œuvre des politiques publiques en RDC devraient continuer à s'inspirer de l'orientation desdites institutions et proposer les pistes nécessaires à l'amélioration des conditions de vie de la population congolaise.

2.2.1. Connaissance sur les institutions de Bretton Woods

Avoir entendu parler des institutions de Bretton Woods :

Le niveau de connaissance des enquêtés sur les institutions de Bretton Woods, ne pose pas de problème particulier. Il se dégage des données en présence que près de 93% des enquêtés déclarent avoir entendu parler des institutions du Bretton Wood contre 7% de ceux qui disent le contraire. En prenant en compte les catégories enquêtées, l'on note que les enquêtés faisant partie des établissements d'enseignement supérieur et universitaires représentent 5,4% et 1% de part et d'autre des administrations et/ou services publics et des organisations de la société civile. Ceci semble significativement expliquer le seuil de 0,05 ($p=0,027$; $\chi^2=9,187$) comme le montre le tableau 5 ci-dessous.

Tableau 5 : Avoir entendu parler des institutions du Bretton Woods

Caractéristiques des sites		Avoir déjà entendu parler des institutions de Bretton Woods		Population totale enquêtée	Plus-value
		Non	Oui		
Institutions enquêtées	Entreprise publique	0,0	100,0	75	$\chi^2=9,187$ $p=0,027$
	ESU	8,5	91,5	480	
	Fonction Publique	10,6	89,4	66	
	Société civile	5,0	95,0	139	
Villes enquêtées	Bukavu	13,0	87,0	100	$\chi^2=75,222$ $p=0,000$
	Goma	22,0	78,0	100	
	Kinshasa	0,0	100,0	200	
	Kisangani	0,0	100,0	100	
	Lubumbashi	12,5	87,5	160	
	Matadi	0,0	100,0	100	
Total		7,2	92,8	760	

En rapport avec le milieu d'étude, l'on a constaté que le niveau de connaissance sur les institutions de Bretton Woods bien qu'étant élevé dans l'ensemble, semble faiblement représenté auprès des enquêtés de Goma et Bukavu qui représentent près de 5% de sujets, MES-RIDS, n°128, Mai - Juin 2023

suivis de ceux de Lubumbashi avec près 2,6% dans l'ensemble. Comme pour les structures d'enquêtes, le milieu d'étude semble mieux expliquer cette situation, car sa plus-value est de 99% ($p=0,000$: $X^2=75,222$) comme repris dans le tableau ci-haut.

Institutions de Bretton Woods. Quid ?

La connaissance et l'explication des Institutions Bretton Woods ont fait partie de l'objet de cette étude. Le tableau ci-dessous présente les différentes acceptions faites par les enquêtés identifiés dans les 6 villes retenues dans cette étude.

Tableau 6 : Institutions de Bretton Woods, Quid ?

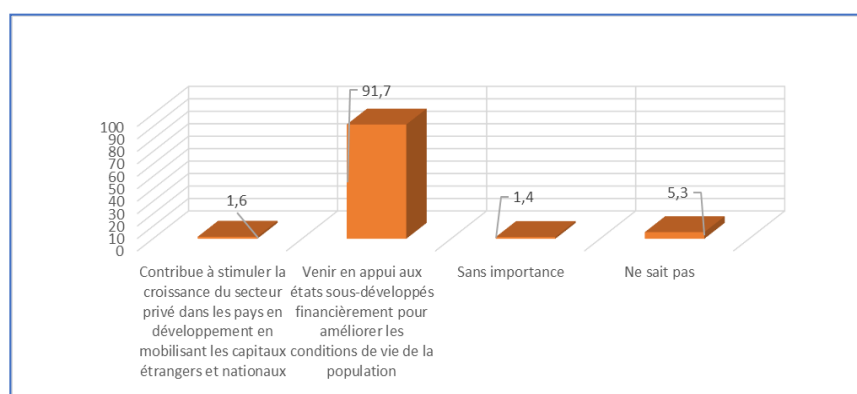
Qu'entend-t-on par institutions de Bretton Woods ?	Effectifs	Pourcentage
Ce sont des institutions internationales qui aident financièrement les états	415	54,6
Ce sont des institutions financières et économiques internationales qui ont été créées pour aider les pays en difficulté financière	251	33,1
Institutions internationales qui accordent des crédits aux états dans le monde	8	1,1
Ne sait pas	80	10,5
Sont des institutions qui ont vues le jour lors d'une grande conférence de Bretton Woods après la 2 ^{ème} guerre mondiale pour mettre fin à la crise qui frappait les économies du monde	6	0,8
Total	760	100,0

Des résultats en présence, la majorité d'enquêtés déclare que les institutions de Bretton Woods sont des institutions internationales qui apportent des appuis financiers aux Etats (54,6%), 33,1% pensent que ce sont des Institutions financières et économiques internationales qui ont été créées pour aider les pays qui sont en difficulté et 1.1% déclarent que ce sont des institutions internationales qui accordent des crédits aux Etats dans le monde. On constate alors qu'une personne sur 10 n'a pu définir ces institutions par manque de connaissance.

Importance des institutions du Bretton Woods en RDC et dans le monde :

Partant de son importance, près de 94% pensent que ces institutions viennent financièrement en appui aux Etats sous-développés pour améliorer les conditions de vie de la population ou contribuent à stimuler la croissance du secteur privé dans les pays en développement en mobilisant les capitaux étrangers et nationaux. Le reste d'enquêtés (6%) ont estimés que ces institutions ne présentent aucune importance vitale ou n'ont pas de connaissance quant à ce (Figure 1 ci-dessous).

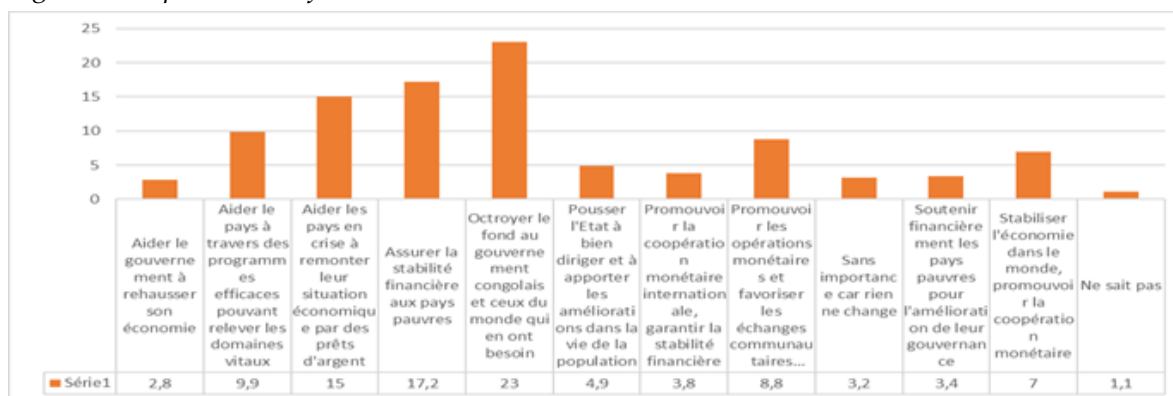
Figure 1 : Importance des institutions du Breton Wood en RDC



Importance du Fond Monétaire International :

La figure ci-après présente l'importance du Fond Monétaire International à l'économie congolaise.

Figure 2 : Importance du fond monétaire international en RDC



Au regard des analyses faites, il se dégage que 23% de la population enquêtée ont déclaré que l'importance du Fond Monétaire International réside dans l'octroi des fonds au gouvernement congolais et ceux d'autres pays qui manifestent le besoin, 17,2% ont estimé qu'il assure la stabilité financière aux pays pauvres, 15% ont pensé qu'il aide les pays en crise à remonter leur situation économique par des prêts, 10% ont attesté que cette institution aide le pays à travers des programmes efficaces pouvant relever les domaines vitaux et 9% ont dit qu'il promeut les opérations monétaires pour garantir la stabilité financière. Cependant, 3,2% ont estimé sans importance l'apport du Fond Monétaire International et que cette institution financière internationale ne permet pas de changer la situation de la population Congolaise comme le montre la figure 2 ci-dessus.

Importance de la Banque Mondiale :

Comme pour le Fond Monétaire International, l'importance de la Banque Mondiale se résume pour la majorité à l'aide ou à l'accompagnement des Etats dans l'amélioration des conditions de vie de la population. Partant des analyses faites, il se dégage que 52,3% des personnes interrogées ont déclaré que la Banque Mondiale disponibilisait les fonds par différents projets de société pour réduire la pauvreté de la population, près de 34% ont estimé qu'elle accompagnait les Etats à mener des politiques publiques pour combattre la pauvreté et améliorer les conditions de vie de la population. A ceci, il faut ajouter près de 7% de ceux qui ont estimé qu'elle apportait un appui financier aux pays et contrôlait leur système monétaire. De ce point de vue, selon eux, promouvoir les autres banques nationales (banques commerciales) permettrait de retrouver l'équilibre économique. Par contre, près de 2% déclarent sans importance ou ne connaissent pas son apport.

Tableau. 7 : Importance de la Banque Mondiale

Importance de la Banque mondiale	Effectifs	Pourcentage
Accompagner les Etats à mener des politiques publiques pour lutter contre la pauvreté et améliorer les conditions de vie de la population	254	33,4
Aider la RDC à se développer à subvenir au bien-être de la population	13	1,7
Apporter un appui financier aux pays et contrôler leur système monétaire et aider les autres banques nationales à retrouver un équilibre économique	57	7,5
Assistance financière dans les projets de développement socioéconomique	6	,8
Augmenter la croissance économique des pays pauvres	6	,8
Disponibiliser les fonds par différents projets de société pour réduire la pauvreté de la population	401	52,8
Mettre en place un nouvel ordre économique mondial, aider les pays en développement à réduire la pauvreté	3	,4

Ne sait pas	3	,4
Reconstruction et développement économique en soutenant les projets d'innovation et les investissements	6	,8
Sans apport	11	1,4
Total	760	100,0

2.2.2. Perception sur les institutions de Bretton Woods

Les questions relatives à la perception des institutions de Bretton Woods concernent l'intervention de la Banque Mondiale dans l'amélioration des conditions de vie de la population, l'assistance technique du Fonds Monétaire International, la satisfaction de la politique de ces institutions en RDC dans leurs assistances technique et financière, la politique du gouvernement Congolais à s'impliquer et à revendiquer sa souveraineté dans l'élaboration et la mise en œuvre des projets financés et pilotés par les institutions de Bretton Woods, les raisons à l'implication ou non de la RDC à la gouvernance des projets financés par les institutions de Bretton Woods et les obstacles qui empêchent la RDC à bénéficier du concours des institutions de Bretton Woods.

Perception de l'intervention de la BM dans l'amélioration des conditions de vie de la population :

La perception de l'intervention de la Banque Mondiale a fait objet de la présente investigation. Partant de la question consistant à savoir si l'intervention de cette institution en RDC, a-t-elle permis à l'Etat Congolais d'améliorer les conditions de vie de la population, 59.2% des enquêtés ont négativement réagi contre 40.8% de celles qui ont attesté positivement tel que représenté dans le tableau suivant.

Tableau 8 : Intervention de la BM dans l'amélioration des conditions de vie de la population

Caractéristiques des sites		Intervention de la BM en RDC à l'amélioration des conditions de vie de la population		Population totale enquêtée	Plus-value
		Non (%)	Oui (%)		
<i>Institution enquêtée</i>	Entreprise publique	53,3	46,7	75	$X^2=2.737$ $p=0.434$
	ESU	61,3	38,8	480	
	Fonction Publique	59,1	40,9	66	
	Société civile	55,4	44,6	139	
<i>Villes enquêtées</i>	Bukavu	70,0	30,0	100	$X^2=120.110$ $p=0.000$
	Goma	46,0	54,0	100	
	Kinshasa	81,0	19,0	200	
	Kisangani	21,0	79,0	100	
	Lubumbashi	65,0	35,0	100	
	Matadi	47,0	53,0	100	
Total		59,2	40,8	760	

En rapport avec les caractéristiques des sites, il se dégage que les villes enquêtées semblent plus significatives au seuil de 0.01 ($p=0.000$, $X^2= 120.110$) à la perception faite sur l'intervention de la BM à l'amélioration des conditions de vie de la population que les institutions.

Il appert que, les répondants de Bukavu (70%), de Kinshasa (81%) et de Lubumbashi (65%) ne sont pas prompts à reconnaître le niveau d'intervention de la BM en RDC. Cependant, la situation semble satisfaisante pour les enquêtés de Kisangani (71%) et ceux de Goma et de Matadi avec respectivement 46% et 47%. Prenant en compte les institutions enquêtées, celles-ci semblent moins représentatives statistiquement car leur plus-value est supérieure à la norme ($p \geq 0.05$). Néanmoins, les données révèlent que les intervenants au niveau de l'enseignement supérieur et universitaire (61.3%) et ceux des administrations et/ou services publics (59.1%) ont une perception négative assez élevée face aux

interventions de la BM que ceux des entreprises publiques (53.3%) et de la société civile (55.1%).

Parmi les raisons évoquées, les populations non satisfaites pensent qu'après toutes ces années d'intervention, la population congolaise est toujours pauvre (55,7%), d'autres estiment que la mauvaise gouvernance et la gestion des fonds caractérisée par la corruption et le détournement ne peuvent améliorer les conditions de vie de la population. Cependant, pour la couche qui estime que l'intervention de la BM aurait amélioré les conditions de vie de la population, celle-ci est due au fait qu'à elle seule, la BM a permis la réalisation de plusieurs projets de développement socio-économique durant les 20 ans passés (26,3%) et aide à améliorer les conditions de vie de la population à travers l'éducation, la santé (10.4%).

Perception des enquêtés sur l'assistance technique et financière du Fonds Monétaire International sur l'amélioration du cadre macroéconomique en RDC :

Les données en présence sur l'assistance technique et financière du Fonds Monétaire International dans la mise en œuvre des politiques publiques censées permettre l'amélioration des conditions de vie des citoyens montrent que la perception de la population enquêtée dans les six villes de l'investigation en RDC semble légèrement négative, soit 51.8% contre 48.2% de ceux qui pensent le contraire. Le tableau suivant présente les perceptions des enquêtés quant à ce.

Tableau 9 : Assistance Technique et Financière du FMI dans l'amélioration du cadre macroéconomique en RDC.

Caractéristiques du site de l'étude		Assistance technique et financière du fonds monétaire international permet d'améliorer le cadre macroéconomique en RDC ?		Total	Plus-value
		Non (%)	Oui (%)		
Institution enquêtée	Entreprise publique	50,7	49,3	75	X ² =5.247 p=0.05
	ESU	52,5	47,5	480	
	Fonction Publique	50,0	50,0	66	
	Société civile	51,1	48,9	139	
villes enquêtée	Bukavu	49,0	51,0	100	X ² =129.304 p=0.000
	Goma	32,0	68,0	100	
	Kinshasa	70,5	29,5	200	
	Kisangani	19,0	81,0	100	
	Lubumbashi	73,8	26,3	160	
	Matadi	35,0	65,0	100	
Total		51,8	48,2	760	

Les données relatives aux sites d'enquête, montrent que la perception est diamétralement opposée à l'intérieur de chaque site. Au niveau des villes enquêtées, l'on a noté que Lubumbashi et Kinshasa se démarquent négativement quant à l'assistance technique et financière du FMI dans l'amélioration du cadre macroéconomique de la RDC. Leur perception va de 26,3% pour Lubumbashi à 29,5% pour Kinshasa. Pour les autres villes, la perception moyenne des enquêtés sur l'assistance technique et financière du FMI va de 81% pour Kisangani, 68% pour Goma, 65% pour ceux de Matadi à 51% pour les enquêtés de Bukavu. Statistiquement, cette situation est significative à 99% (p=0.000 ; X²=129.304) de la perception faite par les différents enquêtés. Prenant en compte les institutions d'enquête, les données montrent que la disparité constatée est faiblement ressentie. L'on constate que la perception négative se manifeste au sein de chaque groupe enquêté. Celle-ci va de 52.5% pour les étudiants, 51.1% pour les membres des

organisations de la société civile à 50% pour les fonctionnaires et 50.7% pour les agents et fonctionnaires de l'Etat. La signification asymptotique est faiblement ressentie soit $p=0.05$ pour $X^2=5.247$. Au regard de cette perception, certains facteurs y sont explicatifs. Pour les enquêtés attestant négativement l'apport technique et financière du FMI, ils estiment que malgré leur assistance, le cadre macroéconomique est resté inchangé et non amélioré (18%), ne permettant pas de changer positivement le quotidien du peuple Congolais (18%) car les actions menées semblent moins palpables étant donné que le pays ne fait que s'endetter et s'enfoncer davantage (14,1%). Et bien au-delà, il est probant que les ressources allouées sont toujours détournées à d'autres fins (3.2%). Pour ceux qui pensent le contraire, cette assistance aide le pays à rendre son environnement des affaires efficace (20.1%) et permet d'augmenter la réserve nationale et la stabilité monétaire. Ceci n'est favorisé que lorsqu'il y a une bonne gouvernance de la chose publique et une gestion transparente (24.5%).

Satisfaction des interventions des institutions de Bretton Woods :

Partant de la satisfaction des enquêtés en ce qui concerne les interventions des institutions de Bretton Woods, les résultats en présence montrent que près de 8 personnes sur 10 ne sont pas satisfaites. Le tableau ci-après reprend les opinions des enquêtés concernant les interventions de ces institutions.

Tableau 10 : Satisfaction des résultats de l'intervention de Bretton Woods dans l'amélioration des conditions de vie de la population.

Caractéristiques des sites étudiés		Satisfaction des résultats de l'intervention des institutions de Bretton Woods dans l'amélioration des conditions de vie de la population		Effectif des enquêtés concernés	Plus-value
		Non (%)	Oui (%)		
Institution enquêtée	Entreprise publique	84,0	16,0	75	$X^2=8,837$ $p=0,032$
	ESU	78,8	21,3	480	
	Fonction Publique	65,2	34,8	66	
	Société civile	74,1	25,9	139	
Ville enquêtée	Bukavu	79,0	21,0	100	$X^2=33,765$ $p=0,000$
	Goma	67,0	33,0	100	
	Kinshasa	91,0	9,0	200	
	Kisangani	70,0	30,0	100	
	Lubumbashi	73,1	26,9	160	
	Matadi	72,0	28,0	100	
Total		77,2	22,8	760	

En rapport avec les structures ciblées, il appert que les enquêtés identifiés dans toutes les institutions semblent moins satisfaits des résultats de l'intervention des institutions de Bretton Woods en RDC. L'on constate qu'au niveau des administrations et/ou services publics et des institutions universitaires, près de 8 personnes sur 10 de part et d'autre présentent des inquiétudes quant à ce. Ceci est aussi remarquable au niveau des organisations de la société civile qu'auprès des fonctionnaires de l'Etat avec 74.1% et 65.1% que l'on soit membre dans l'une ou dans l'autre. Le seuil de significativité statistique est de 0.05 ($p=0.032$; $X^2=8.837$).

S'agissant des villes sous étude, l'on a noté que les participants aux investigations résidant à Kinshasa (91%) semblent plus critiques que les autres sites. Pour ces derniers, leur proportion varie de 79% pour Bukavu, 73.1% pour ceux de Lubumbashi et 72% pour Matadi à 70% pour les résidents de Kisangani. Ceci est d'autant plus significatif

statistiquement à 99% ($p=0.000$; $X^2=33.765$). Au regard de ces résultats, certaines raisons ont été avancées par les enquêtés.

Partant de la non satisfaction des résultats des interventions des institutions de Bretton Woods, il se dégage que l'absence d'une bonne gouvernance impacterait négativement sur la situation de la population (21.8%). A ceci s'ajoute, le manque de visibilité des actions menées (25.1%) car, les interventions de ces institutions ne permettent pas d'améliorer les conditions de vie de la population. Ces deux réalités sont considérées comme des facteurs prépondérants dans l'absence des résultats des institutions de Bretton Woods.

Au niveau de la satisfaction, certains enquêtés ont déclaré que les institutions de Bretton Woods donnent des moyens nécessaires à l'Etat Congolais pour s'assumer comme responsable (13.3%) et/ou font exécuter certains projets pour la construction ou la réhabilitation des routes, des écoles et des hôpitaux (7.1%). D'autres ont attesté une faible visibilité des actions menées (5.0%) (Tableau 2 en annexe).

Implication de l'Etat Congolais à la gouvernance, au contrôle et au suivi des projets financés par les institutions de Bretton Woods :

A la question de savoir si l'Etat congolais devait-il s'impliquer davantage dans la gestion et la mise en œuvre des projets financés et pilotés par les institutions de Bretton Woods, près de 9 sujets enquêtés sur 10 ont répondu par l'affirmative (87.9%). Partant des institutions contactées, les résultats attestent qu'au seuil de 0.05 ($p=0.032$; $X^2=3.505$), la perception est statistiquement significative aux déclarations faites par les enquêtés.

Tableau 11 : *Implication de l'Etat Congolais dans la gouvernance, le contrôle et le suivi évaluation des projets financés et pilotés par les institutions de Breton Wood*

Caractéristiques des sites étudiés		Implication de l'Etat Congolais dans la gouvernance, le contrôle et le suivi évaluation des projets financés et pilotés par les institutions de Bretton Woods		Effectif des enquêtés concernés	Plus- value
		Non (%)	Oui (%)		
Institutions enquêtées	Entreprises publiques	16,0	84,0	75	$X^2=3,505$ $p=0,032$
	ESU	12,9	87,1	480	
	Fonction publique	9,1	90,9	66	
	Société civile	8,6	91,4	139	
Villes enquêtées	Bukavu	11,0	89,0	100	$X^2=44,873$ $p=0.000$
	Goma	2,0	98,0	100	
	Kinshasa	24,5	75,5	200	
	Kisangani	7,0	93,0	100	
	Lubumbashi	10,6	89,4	160	
	Matadi	6,0	94,0	100	
Total		12,1	87,9	760	

Il se dégage de ce tableau que les fonctionnaires de l'Etat et les membres des organisations de la société civile semblent légèrement nombreux de part et d'autre (91%) à percevoir positivement l'implication de l'Etat Congolais à la gestion et à la mise en œuvre des projets financés et pilotés par les institutions de Bretton Woods que les étudiants (87.1%) et les agents des services publics (84%).

Les résultats montrent qu'au niveau des sites de l'étude, les répondants de Goma (98%), de Kisangani (93%) et ceux de Matadi (94%) semblent plus nombreux à encourager l'Etat Congolais à s'impliquer davantage dans la mise en œuvre des politiques publiques inspirées par les institutions de Bretton Woods. A ceux-ci s'ajoutent les répondants d'autres villes, notamment ceux de Lubumbashi (89.4%) et de Bukavu (89.0%). Quant à

Kinshasa, bien que 75.5% aient répondu par l'affirmative, ce taux semble faible par rapport à toutes les autres villes enquêtées comme le montrent clairement les données du tableau ci-dessus et le niveau de significativité statistique ($p=0.000$; $X^2=44,873$).

Parmi les raisons avancées par les différents répondants, il y a lieu d'attester que cette implication devait tenir compte de l'amélioration de la manière de gérer ces projets et d'adopter les principes de la bonne gouvernance (52%), le suivi des projets et leur évaluation doivent être permanents (22.5%). Ceci devait s'accompagner des sanctions à travers une justice sans complaisance aux détournateurs des deniers publics (10.4%), car l'Etat Congolais a besoin de ressources pour son développement (3%). Ceux n'ayant pas acquiescer cette thèse pensent que s'impliquer davantage ne servirait à rien car ces institutions appauvrissent la population Congolaise (3%) et ne permettent pas au pays d'aller de l'avant (7.1%) car leur financement ne peut favoriser la croissance économique d'un pays (2%).

2.2.3. Obstacles qui empêchent la RDC de bénéficier du concours des institutions de Bretton Woods

Plusieurs obstacles ont été cités par les enquêtés. Le grand obstacle réside dans la mauvaise gouvernance avec la corruption, le détournement et à l'impunité qui sont ses corollaires (62.4%). Le deuxième obstacle est lié à la guerre et à l'insécurité du pays (10.1%) qui gangrènent actuellement le bon fonctionnement des institutions étatiques et limitent le financement extérieur. A ceci s'ajoutent les dettes contractées non remboursées (9%), le non-respect des accords se rapportant aux projets réalisés partiellement (6.3%), le cadre macroéconomique non propice caractérisé par un climat d'affaire malsain (5.3%) et l'instabilité politique croissante (2.4%). Selon leur point de vue, ceci peut entraîner les institutions de Bretton Woods de se désintéresser de la situation économique de la RDC (2.4%).

Tableau 12 : Obstacles qui empêchent la RDC de bénéficier du concours des institutions du Breton Wood

Obstacles qui empêchent la RDC de bénéficier du concours des institutions de Bretton Woods	Effectifs	Pourcentage
À cause de l'instabilité politique	18	2,4
C'est lorsque les institutions voient qu'il n'y a pas leurs intérêts	18	2,4
Cadre macroéconomique non propice, climat d'affaire malsain	40	5,3
Guerres et Insécurité dans le pays	77	10,1
Corruption, mauvaise gouvernance, détournement et impunité	447	62,4
Non-respect des accords, projets réalisés partiellement	48	6,3
Dettes non remboursées	66	8,7
Ne sait pas	6	0,8
Taux d'intérêt exorbitant	13	1,7
Total	760	100,0

2.2.4. Recommandations pour une meilleure mise en œuvre des politiques inspirées par les institutions de Bretton Woods

Au regard des résultats des investigations, des recommandations ont été formulées à l'endroit de de l'Etat Congolais pour une mise en œuvre efficace des politiques publiques dont les orientations sont données par les institutions de Breton Wood. Ces recommandations sont les suivantes :

- assainir le climat des affaires, lutter contre les antivaleurs, appliquer et respecter les pratiques de la bonne gouvernance, faire régulièrement le monitoring (74.2%)
- associer la population locale dans les projets de développement (gouvernance participative) (4.9%)
- financer les petites et moyennes entreprises et s'assurer de la concrétisation des projets (3.6%)
- respecter scrupuleusement les orientations des institutions de Bretton Woods (2.9%)

- créer les entreprises favorisant l'écllosion de l'économie congolaise (1.3%).

Tableau 13 : Recommandation à l'Etat Congolais pour une meilleure mise en œuvre de l'application de la politique pratiquée par les institutions de Bretton Woods

<i>Recommandation à l'état Congolais pour une meilleure mise en œuvre de l'application de la politique pratiquée par les institutions de Bretton Woods</i>	<i>Effectifs</i>	<i>Pourcentage</i>
<i>Adopter des bonnes pratiques de gestion</i>	92	12,1
<i>Assainir le climat d'affaire, lutter contre les antivaleurs, la bonne gouvernance, monitoring régulier</i>	564	74,2
<i>Associer la population locale dans les projets de développement</i>	37	4,9
<i>Création des entreprises favorisant l'écllosion de l'économie congolaise</i>	10	1,3
<i>Financer les petites et moyennes entreprises et de s'assurer de la concrétisation des projets</i>	27	3,6
<i>Rien à signaler</i>	8	1,1
<i>Respect scrupuleux des orientations des institutions du Breton Wood</i>	22	2,9
Total	760	100,0

III. DISCUSSION DES RESULTATS

La perception de la population Congolaise et spécialement celle des provinces interrogées dans cette recherche a révélé la connaissance et les différentes attitudes faites comme étant des facteurs prédisposants dans l'explication des politiques publiques inspirées des institutions des Bretton Woods en RDC. Cette étude montre à sa juste valeur le niveau de connaissance des populations enquêtées quel que soit leur niveau d'études.

Il appert dans cette recherche, fruit d'une investigation faite sur le terrain que sur 760 personnes enquêtées, 7.2% (soit 55 personnes) d'entr'eux ont déclaré n'avoir aucune connaissance des institutions de Bretton Woods, ou soit encore n'en portent aucun intérêt. Aussi paradoxale soit-elle, la situation semble plus prédominante au sein des universitaires (étudiants ou agents et cadres de l'enseignement supérieur et universitaire) que des autres membres, alors que cette catégorie, de par leur orientation académique et leur promotion d'étude, sont censés être informés, toute chose restant égale par ailleurs.

En effet, l'affaiblissement du soutien de l'opinion publique dû à la montée de la pauvreté et au sentiment que les politiques publiques inspirées de ces institutions, liées pour la plupart du temps au clientélisme de l'aide apportée, entraîne une ambivalence de l'attitude de l'opinion publique. Ceci peut se matérialiser dans cette étude par le manque d'intérêt de cette catégorie de la population étudiée.

Bien au-delà de la connaissance, les résultats de cette étude se sont aussi attelés à rechercher les différentes perceptions de l'intervention de ces institutions dans l'amélioration des conditions de vie de la population. En rapport avec la Banque Mondiale, les analyses faites ont montré une perception mitigée où six personnes sur dix n'apprécient pas leur intervention. Leurs politiques publiques selon ces enquêtés, ont davantage enfoncé la population dans la misère et dans un certain attentisme qui a paralysé l'initiative locale¹⁵. A ceci s'ajoutent la mauvaise gouvernance et la gestion des fonds, caractérisées par la corruption et le détournement des deniers publics dans la réalisation des projets. Ceci confirme notre hypothèse qui atteste que la mise en œuvre de

¹⁵ Dambisa Moyo, *L'Aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, Lattès, 2009.

ses multiples desdits projets de développement implémentés par la BM, ne permet pas de satisfaire substantiellement aux besoins de la population. C. Chavagneux pense que la lutte contre la pauvreté est un slogan¹⁶. Alors qu'il est reconnu qu'une meilleure gouvernance requiert une gestion transparente, un suivi efficace et une évaluation régulière. Parlant de la corruption, Oasis Kodila Tedika¹⁷, cité par S Baharanyi¹⁸, atteste que celle-ci est intériorisée dans les mœurs du Congolais et touche toutes les couches de la société. Il fait même remarquer que 55% des recettes échappent au Trésor public à cause de la fraude fiscale liée à la corruption. Ces pratiques auxquelles l'élite congolaise et les gouvernants sont mêlés, annihilent tous les efforts de développement du pays et expliquent l'échec de nombreux projets, y compris ceux entrepris avec le concours des partenaires extérieurs.

S'agissant du Fonds Monétaire International, il ressort que la population n'est pas satisfaite à 52% de son assistance technique et financière dans l'amélioration du cadre macro-économique en RDC. Si pour ce dernier, le dogme de la stabilité du cadre macroéconomique est un actif réparti équitablement à tous les agents économiques, partant de la réalité selon laquelle le système monétaire internationale est un dispositif technique sur le taux d'échange, c'est-à-dire une manière de maintenir un cadre de stabilité¹⁹, la population enquêtée quant à elle, ne semble pas percevoir concrètement cet apport dans son vécu quotidien. Il y a lieu de signaler que la mise en œuvre des politiques publiques inspirées du FMI, depuis plusieurs décennies ne donnent pas toujours les résultats escomptés au regard des certains indicateurs sociaux, des agrégats macroéconomiques et de facteurs environnementaux.

La réalité empirique montre que 77,2% des répondants sont non satisfaits des résultats de l'intervention des institutions de Bretton Woods en ce qui concerne l'amélioration de leurs conditions de vie. C'est ce que Jacques Larosière qualifie d'Utopie. A l'issue de cette étude, deux facteurs prédisposant à la gestion et à la conduite des projets financés et pilotés par ces institutions ont été dégagés. Il s'agit notamment d'une gouvernance caractérisée par la corruption et les détournements et des politiques publiques inspirées des IBW ne prenant pas en compte la politique économique du pays. En définitive, il y a lieu de constater que la population bénéficiaire n'est pas au centre de la formulation desdites politiques et les financements précités sont capturés dans un système obscur de siphonage à travers des vases communicants au bout desquels on retrouve quasiment les mêmes experts à l'entrée comme à la sortie. Cette marginalisation de la population justifie à notre avis les plaintes et les récriminations envers ces deux institutions.

CONCLUSION

Les résultats de l'enquête sur les politiques publiques inspirées des institutions de Bretton Woods se veut être une recherche originale qui nécessite une attention soutenue. Celle-ci a consisté à appréhender les perceptions des enquêtés sur ces institutions, partant des connaissances, des attitudes vis-à-vis d'elles, de l'importance, du fonctionnement, des interventions faites pour l'amélioration des conditions de vie et de l'assistance technique et financière. D'une manière générale, l'analyse a montré que la population enquêtée n'est pas satisfaite des appuis divers. Cette insatisfaction est liée, d'une part, à la politique financière et monétaire mise en place par ces institutions, et d'autre part à la gouvernance caractérisée par la corruption, les détournements des deniers publics, l'impunité des

¹⁶ C Chavagneux, « Lutte contre la pauvreté : les enjeux politiques d'un slogan », *Politique Africaine*, n°82, Juin 2021, pp.161-168.

¹⁷ O. Kodila Tedika, *Corruption en RDC, nature et conséquences*, Ed. Universitaire Européenne, Londres, 2012.

¹⁸ S. Baharanyi Nacyimba, Défis et enjeux du développement endogène en RDC, *Congo-Afrique*, n°501, Janvier 2016.

¹⁹ Jacques de Larosière, « Chute de Bretton Woods et vulnérabilité du système financier », *Revue de psychologie, travail social et éducation*, n°166, 2019, pp.285-290.

acteurs incriminés et la faible visibilité des actions menées eu égard à la grandeur du pays. A ceci, il faille ajouter la situation sécuritaire instable pratiquement depuis l'indépendance du pays. Cette situation constitue ainsi un goulot d'étranglement au développement du pays.

L'état de lieu établi a montré à suffisance les perceptions des populations Congolaises sur le financement des IBW, et par ricochet de ceux provenant des autres partenaires internationaux. Cette étude qui touche une partie de la population nécessite de ce fait un approfondissement au niveau des groupes non ciblés par cette étape, notamment les ménages, les structures informelles et les autres catégories sociales. L'inclusion des autres facteurs macro-économiques tels que l'inflation, le niveau de vie de la population, le niveau de scolarisation et de la santé aiderait davantage à appréhender le niveau d'aide et à proposer des recommandations idoines pour l'amélioration de l'efficacité des appuis et autres financements reçus de ces institutions.

RÉFÉRENCES

- Banque mondiale, Rapport 2022 <https://donnees.banquemondiale.org/region/pays-les-moins-avances-classement-de-lonu>
- Baharanyi NAcಿಯimba, S., « Politiques publiques d'inspiration exogène et améliorations des conditions de vie de la population en RDC : Expériences du terrain et stratégie de vérification des hypothèses », In *Mouvements et Enjeux sociaux*, n°127, Mars-Avril 2023, pp.99-112.
- Baharanyi NAcಿಯimba, S., Défis et enjeux du développement endogène en RDC, *Congo-Afrique*, n°501, Janvier 2016.
- Banque centrale Congolaise, Rapport 2018.
- Chavagneux, C., « Lutte contre la pauvreté : les enjeux politiques d'un slogan », *Politique Africaine*, n°82, Juin 2021, pp.161-168.
- Dambisa Moyo, *L'Aide fatale : les ravages d'une aide inutile et de nouvelles solutions pour l'Afrique*, Paris, Lattès, 2009.
- Godelieve Masuy-Stroobant & Rafael Costa (dir.), *Analyser les données en sciences sociales : de la préparation des données à l'analyse multivariée*, Bruxelles etc. : P.I.E. P. Lang, 2013.
- Howell, D. C., *Méthodes statistiques en sciences humaines*, Bruxelles, De Boeck; 2e édition, 2008.
- Institut National de la Statistique, *Résultats de l'enquête sur l'emploi, le secteur informel et sur la consommation des ménages 2012*, Septembre 2014.
- Jacques de Larosière, « Chute du Breton Woods et vulnérabilité du système financier », *Revue de psychologie, travail social et éducation*, n°166, 2019, pp.285-290.
- Kodila Tedika, O., *Corruption en RDC, nature et conséquences*, Ed. Universitaire Européenne, Londres, 2012.
- Ministère du Plan, *Plan National Stratégique de Développement 2019-2023*, Kinshasa, 2020.
- PNUD, Rapport national d'évaluation de l'état de mise en œuvre du programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2011-2020 en République Démocratique du Congo, Kinshasa, décembre 2019.
- PNUD, *Rapport national d'évaluation de l'état de mise en œuvre du programme d'action d'Istanbul en faveur des pays les moins avancés (PMA) pour la décennie 2011-2020 en République Démocratique du Congo*, Kinshasa, décembre 2019.

- Présidence de la République, *Programme présidentiel accéléré de lutte contre la pauvreté et les inégalités*, Document de programme, RDC, 2022.
- RDC, Ministère du Plan, Rapport - Pays du Profil sur le dividende démographique, 2022. Appui Technique et Financier de la BAD et l'UNFP.
- République démocratique du Congo, Rapport annuel des résultats 2022, Mars 2022.